



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie¹

**La ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso : urbanité et appartenances en Afrique de l'Ouest / sous la direction de Katja Werthmann et Mamadou Lamine Sanogo
éd. Karthala, 2013
cote : 58.883**

Le Burkina Faso, anciennement Haute-Volta, est, comme la plupart des États d'Afrique noire, constitué de régions et de peuples que rien ne destinait à être réunis à l'intérieur des mêmes frontières. Au Burkina, une forte dissension oppose l'est, où se situe Ouagadougou la capitale, et l'ouest dont la principale ville est Bobo-Dioulasso, la seconde ville du pays. L'ouvrage dont nous rendons compte rassemble des articles souvent très intéressants qui permettent de comprendre l'originalité bobolaise et ses contradictions.

Bobo-Dioulasso est distante de 350 kilomètres de Ouagadougou. Elle se situe clairement dans le pays *mandingue*, tandis que Ouagadougou tire son caractère d'une autre tradition, celle d'une monarchie africaine précoloniale, l'allégeance au *mogho-naba* définissant le peuple, les Mossi, un peuple qui possède sa propre langue. Ils sont l'ethnie majoritaire du Burkina. Si l'histoire précoloniale ne laissait pas prévoir que Ouagadougou et Bobo-Dioulasso feraient un jour partie du même État, la réunion des deux villes dans le même territoire de l'AOF a permis d'assister aux premières rivalités.

En 1941, cinq Européens trouvent la mort dans un attentat préparé par deux sous-officiers africains. C'était un épisode de la lutte menée par une certaine mouvance islamique contre l'autorité coloniale. Or, dès cette époque, l'appartenance à l'islam est un facteur d'intégration à la ville. Les années qui suivent la Libération montrent cet engagement : en 1956, 80% des *imams* ou des maîtres d'école coranique sont ou ont été engagés dans l'action politique, et parmi eux les trois quarts sont membres ou sympathisants du RDA. Les années 50 voient aussi l'islamisation des zones rurales environnantes. Le rôle des anciens combattants dans cette islamisation vue comme une opposition au colonisateur, et dans l'action politique, est souligné par certains auteurs de l'ouvrage. Le rôle des « cours » des grands commerçants musulmans est également mis en relief. Il s'agit de très vastes concessions (6 000 m²) qui permettaient aux notables du commerce non seulement de se loger avec leur famille et leurs serviteurs, mais de recevoir leurs amis politiques au cours de leurs tournées, et d'accueillir aussi la masse des militants à l'occasion des réunions politiques. Ces militants évoquent les clients de l'époque romaine, et leur allégeance au « patron » invalide une lecture marxiste des luttes politiques. L'opposition de classe n'existe pas, tandis que la cour sert de creuset identitaire aux salariés, aux agents de l'administration, aux artisans, aux ruraux nouvellement arrivés qui se



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

pressaient aux réunions, et dont certains habitaient la cour à titre de locataires. Ouagadougou, à l'opposé de cette cité en fermentation, demeure loyaliste.

La colonie de Haute-Volta cessa d'exister entre 1932 et 1947, pour des raisons d'économie budgétaire, et ses cercles furent répartis entre les colonies voisines. Le rétablissement de la Haute-Volta donna satisfaction au *mogho-naba* et à la hiérarchie mossi, mais voir dans cet événement, comme y invitent certains hommes politiques burkinabé, l'aboutissement de la lutte d'un peuple dont les composantes désiraient « vivre ensemble » (discours cité p. 300) est anachronique. Tout comme est mensongère cette inscription, faite à des fins de propagande sur le monument du Cinquantenaire de l'indépendance, que l'indépendance en 1960 aurait été « le résultat d'une lutte acharnée marquée par l'esprit de cohésion d'un peuple qui a toujours voulu se réaliser » (p. 305). Le discours a été tenu à Bobo-Dioulasso, cette inscription figure sur le monument érigé à Bobo-Dioulasso où se sont tenues les cérémonies. Les symboles sont appuyés pour proclamer la *burkinabité* de Bobo-Dioulasso.

En 1960, l'indépendance arrive et le RDA devient parti unique. Il n'est donc plus question des luttes entre partis politiques qu'avaient connues les années 1950, luttes alimentées à l'occasion par une administration coloniale soucieuse de conserver le contrôle de la situation. Pour autant l'opposition entre les deux grandes villes ne s'arrête pas. La capitale politique va ravir à Bobo-Dioulasso son statut de capitale économique. Ce qui ne porte pourtant pas un coup d'arrêt à la croissance démographique de Bobo-Dioulasso, qui en vingt-cinq ans voit doubler sa population et compte aujourd'hui 460 000 habitants. Nombreux sont les jeunes chômeurs sur lesquels les mouvements comme *Ançar Dine* exercent une séduction.

Mais la ville n'a pas brandi l'étendard de la révolte. Le CDP, parti au pouvoir, règne également en maître à Bobo-Dioulasso. Les luttes d'influence se livrent à l'intérieur du CDP. Le jeu des ambitieux tient compte des clivages ethniques et des courants internes de l'islam. C'était déjà le cas avant l'indépendance. Hélas ! Les ambitions personnelles ont peu d'effet sur la situation d'une ville dont la gestion est impossible, dans la mesure où les recettes fiscales locales sont inférieures à 1% du produit local brut. Mais les notables qui contrôlent la ville seraient-ils désireux de payer davantage pour que cela change ? Un contributeur donne l'exemple de deux femmes politiques (depuis Sankara le féminisme est à l'honneur au Burkina Faso) qui tirent leur notoriété -et leur fortune !- des subsides que leur allouent des bailleurs de fonds étrangers. L'une a pris en main la question de l'environnement, l'autre celle du sida. Après la religion, ces causes sont mises à profit pour servir des carrières.

Mais le jeu politique bobolais ne se limite pas à la jalousie à l'égard de Ouagadougou, ni aux postes que distribue le parti au pouvoir, il est aussi alimenté par le sentiment de dépossession qu'éprouve la population d'origine, les Bobo, qui aujourd'hui se trouve minoritaire chez elle, privée de son domaine foncier et notamment de ses champs, et paupérisée. Sa langue même est en passe de disparaître au profit du *dioula*, autrefois langue véhiculaire au service du commerce, qui est devenue depuis longtemps la langue vernaculaire d'une grande partie des foyers bobolais.

Jean-Loup Vivier